

«Les médias sont rarement complaisants»

VOTATION Dans une campagne où les deux camps s'accusent mutuellement de propager des «fake news», Simonetta Sommaruga s'emploie à rassurer: le paquet d'aides aux médias ne concerne «nullement leur contenu» et préserve donc leur indépendance

PROPOS RECUEILLIS
PAR MICHEL GUILLAUME, BERNE
@mfguillaume

Le 13 février prochain, le peuple est appelé à se prononcer sur un paquet d'aides aux médias leur accordant 150 millions de francs supplémentaires par an: 40 millions pour la distribution matinale, 28 millions pour les radios et télévisions régionales et – notamment – 30 millions pour les portails en ligne, une première car il s'agit là d'un soutien direct. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga plaide pour la survie des petits et moyens médias.

INTERVIEW

Vous êtes ministre de la Communication. Faites-vous partie des gens qui se réveillent en consultant les infos de la nuit ou préférez-vous écouter du Bach? Le matin, je suis plutôt «info» que musique. Je commence ma journée en écoutant les nouvelles à la radio, puis je lis les journaux auxquels je suis abonnée sur ma tablette. Je profite du week-end pour me plonger dans leurs rubriques culturelles.

Au début de la pandémie, les médias ont dit que vous étiez en «quarantaine intérieure». Avez-vous eu le sentiment d'être trop sévèrement critiquée? D'autres médias ont aussi prétendu le contraire en affirmant que j'étais trop présente! C'est une preuve de la diversité et de l'indépendance de nos médias, un bien précieux que nous souhaitons justement préserver par nos mesures.

Cette indépendance n'est-elle pas menacée si l'Etat soutient davantage les médias? Au contraire! Seuls des médias financièrement solides peuvent résister aux tentatives de pression. Plus ils sont fragiles et plus ils dépendent des annonceurs ou de bailleurs de fonds. Les critères de l'aide fédérale sont fixés dans la loi: ils sont de nature technique et ne concernent nullement le contenu.

Face au Conseil fédéral, les médias ont-ils été plutôt trop complaisants ou trop critiques durant cette crise sanitaire? Les médias ont fait leur

travail. Ils observent, ils analysent et ils critiquent. Ils sont rarement complaisants, ce n'est d'ailleurs pas leur tâche. Ils exercent une fonction de contrôle dans les régions où ils sont implantés: à eux de dénoncer des dysfonctionnements, lorsqu'il y en a. C'est pour cela que même les personnes qui ne s'intéressent pas à l'actualité ont un intérêt à la

survie de la presse et des radios locales.

Ce vendredi, Ueli Maurer est plus critique envers les médias. Il affirme que ceux-ci ont dramatisé la situation, empêchant des mesures moins strictes! Je retiens des déclarations de mon collègue que les médias contribuent à la formation de l'opinion et c'est bien ainsi.

Considérez-vous les médias comme un pouvoir, «le quatrième» comme on l'appelle souvent? Les médias ont un rôle important à jouer pour faire vivre le débat, surtout dans une démocratie directe comme la nôtre. En Suisse, dans un pays si divers et plurilingue, les gens ont absolument besoin d'informations fournies par des médias fiables et critiques. Voilà pourquoi l'Etat a instauré une aide indirecte à la presse en 1849 déjà. C'est une question de cohésion sociale.

Les référendaires ne vous croient pas lorsque vous affirmez que 70 publications ont disparu depuis 2003 en Suisse. Que leur répondez-vous? Que c'est la réalité! La Suisse romande, où le marché est plus restreint



«Les référendaires tentent de dresser les petits contre les grands. Cela n'a pas de sens car les grands profiteurs de la situation actuelle sont les GAFA»

SIMONETTA SOMMARUGA,
MINISTRE DE LA COMMUNICATION

qu'en Suisse alémanique, a vu disparaître le magazine *L'Hebdo*, *Le Matin* en format papier, *Le Journal de Moudon*, *dimanche.ch*, le satirique *Saturne*, et d'autres encore. Au final, ce n'est pas seulement une perte pour leur lectorat, mais pour la démocratie.

Craignez-vous vraiment que des régions périphériques ne deviennent des déserts médiatiques? C'est un risque. Je suis

allée en Suède, où certaines régions sont effectivement devenues des déserts médiatiques. C'est comme si elles arrêtaient d'exister puisque plus personne ne parle de leurs activités culturelles ou sportives, m'a-t-on raconté. Un tel phénomène serait encore plus dangereux en Suisse, où nous votons quatre fois par an.

Les quatre grands groupes de presse ont fait un bénéfice de plus de 250 millions en 2020. Faut-il vraiment les aider eux aussi? De manière générale, notre paquet d'aides cible les médias régionaux. Pour des titres comme *Le Journal du Jura* ou *Le Nouvelliste*, ce soutien est crucial, car ce sont eux qui subissent la plus grande pression financière. Dans la loi, le parlement a clairement fixé le principe de tarifs dégressifs. Plus le tirage est élevé, plus les rabais pour la distribution postale sont faibles.

Mais cela n'a-t-il pas été une erreur d'inclure aussi les grands groupes dans ces aides? Dans cette campagne, les référendaires tentent de dresser les petits contre les grands. Cela n'a pas de sens car les grands profiteurs de la situation actuelle sont les GAFA [Google, Apple, Facebook et Amazon, ndlr], qui aspirent la grande partie des recettes publicitaires. Jamais ceux-ci ne s'intéresseront à ce qui se passe à la Foire du Valais, au Musée de l'horlogerie à La Chaux-de-Fonds ou au Théâtre Saint-Gervais à Genève. Ce n'est pas un hasard si dans les régions économiquement moins fortes, comme le Jura, Neuchâtel ou le Tessin, des gouvernements cantonaux soutiennent ce paquet, comme des chambres de commerce aussi.

Pour la distribution matinale et dominicale, qui bénéficierait de 40 millions supplémentaires, n'est-il pas vrai que cette aide irait surtout aux grands groupes? Elle ne figurait pas dans le paquet initial du Conseil fédéral. C'est le parlement qui l'a ajoutée, mais en inscrivant dans la loi des tarifs dégressifs favorisant les petits et

moyens médias, qui reçoivent actuellement 80% de l'aide. Les petits ont aussi recours à la distribution matinale. Le système que nous reprenons est connu et a fait ses preuves.

Dans cette campagne, les référendaires vous accusent «de ne propager que des fake news». Comment la conseillère fédérale que vous êtes réagit-elle? C'est la tâche du Conseil fédéral que de s'en tenir aux faits. Il n'y a qu'à lire la brochure de votation pour avoir la preuve que le parlement a inscrit dans les trois lois à modifier sa volonté de privilégier le soutien aux petits et moyens médias.

Avec ce paquet, vous donnez l'impression d'une politique de l'arrosoir pour satisfaire tout le monde. N'est-ce pas cela qui provoque un certain malaise? Il n'y a pas d'arrosoir. Ce paquet est ciblé sur les médias locaux et régionaux. Il tient compte des différentes habitudes des gens: certains s'informent par la presse, d'autres préfèrent écouter les radios ou regarder les télévisions régionales. Le volet

consacré aux médias numériques vise aussi à toucher un public plus jeune selon un modèle proche du marché, celui de l'abonnement.

Justement, pourquoi avoir exclu les médias gratuits en ligne, dont certains sont aussi un enrichissement pour la démocratie? Personne ne nie la qualité journalistique de certains médias gratuits, mais ceux-ci ont choisi un modèle économique différent, basé sur les rentrées publicitaires ou un financement par des mécènes. Or le soutien étatique s'est toujours concentré sur des contenus payants. Cela dit, certaines mesures sont destinées à tous les médias, gratuits également, comme l'aide à la formation et au développement de leur infrastructure numérique.

Vous avez perdu la votation sur la loi CO2. Craignez-vous une nouvelle défaite personnelle? Ce n'est pas mon souci, franchement. Je me bats pour la diversité et l'indépendance des médias. Nos journaux, nos radios sont une part de notre démocratie et de notre cohésion sociale. ■

PANDÉMIE

Trop de pression médiatique?

Le conseiller fédéral Ueli Maurer se montre critique vis-à-vis du traitement médiatique de la pandémie. La pression des médias a conduit à un renforcement peut-être inutile des mesures en Suisse, selon lui. Le Zurichois estime que lorsque les experts présentent différents scénarios, les médias mettent souvent en avant uniquement le pire des cas possibles. «Cela donne une image trop unilatérale, mais les médias ont besoin d'un gros titre chaque jour», a-t-il commenté dans une interview accordée à *L'Aargauer Zeitung*. ■ ATS